



Référence : R-EDM-2310-3b

Dossier de demande d'autorisation environnementale

Partie E : Note de présentation non technique et résumés non techniques PJ7

ELOCA de Brétigny-sur-Orge

Version	Rédacteur	Vérificatrice / Apprnatrice
<i>b</i>	MORVAN Edouard 21/02/2024	RENARD Pauline 21/02/2024

Indice	Date	§ modifiés	Nature des évolutions
a	31/08/2023	/	Création du document - version initiale
b	21/02/2024	§3 ; 4 ; 5	Version modifiée suite relecture ELOCA

1	LISTE DES INTERVENANTS	5
1.1	Signataire de la demande	5
1.2	Rédacteurs de l'étude	6
2	DEFINITIONS ET ABREVIATIONS	7
3	NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE	8
3.1	Raison de la demande	8
3.2	Contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale.....	8
3.3	Présentation du site.....	9
3.3.1	Présentation de l'ELOCA	9
3.3.2	Localisation des installations concernées par la demande	11
3.3.3	Descriptif des installations	13
3.3.4	Situation réglementaire	19
4	RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE D'INCIDENCE	32
4.1	Contexte de l'étude d'incidence	32
4.2	Etat initial du site et de son environnement	32
4.3	Analyse des incidences	34
4.4	Mesures de suivi	39
4.5	Estimation des dépenses pour éviter, réduire et compenser les incidences du projet.....	41
4.6	Synthèse.....	41
5	RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE DE DANGERS	42
5.1	Objet du résumé non technique	42
5.2	Identification des potentiels de dangers.....	42
5.2.1	Identification des éléments agresseurs	42
5.2.2	Identification des potentiels liés aux stockages et aux activités annexes	44
5.3	Analyse préliminaire des risques	44
5.4	Synthèse de la caractérisation des phénomènes dangereux	46
5.5	Estimation des conséquences des phénomènes dangereux tenant compte de l'efficacité des mesures internes de prévention et de protection	49
5.5.1	Synthèse des phénomènes dangereux ayant des effets irréversibles et/ou létaux sur la vie humaine à l'extérieur du site	49
5.6	Classement des différents phénomènes et accidents	50
5.6.1	Matrice de maîtrise des risques	50
5.7	Récapitulatif des mesures supplémentaires de maîtrise des risques prévues, issues de l'analyse des risques	51
5.8	Conclusion de l'étude de dangers.....	53

Liste des figures

Figure 1 : Plan de situation de l'ELOCA au 1/25000.....	10
Figure 2 : Environnement immédiat de l'ELOCA.....	11
Figure 3 : Répartition géographique entre l'ELOCA et l'EPIDE (source : ESID).....	12
Figure 4 : Localisation des stockages	14
Figure 5 : Schéma des types de stockage	15
Figure 6 : Descriptif des types de stockage.....	16
Figure 7 : Localisation du bâtiment 0077 et 0080	18
Figure 8 : Communes incluses dans le rayon d'affichage de l'ELOCA.....	31

Liste des tableaux

Tableau 1 : Identification du demandeur, du site et du représentant.....	5
Tableau 2 : Identification du responsable de l'étude.....	6
Tableau 3 : Classement ICPE des installations de l'ELOCA.....	29
Tableau 4 : Synthèse de l'état initial et hiérarchisation des enjeux.....	34
Tableau 5 : Bilan des incidences et mesures	38
Tableau 6 : Mesures de suivi.....	40
Tableau 7 : Mesures de limitation des impacts sur l'environnement	41
Tableau 8 : Synthèse des dangers liés à l'environnement naturel.....	42
Tableau 9 : Synthèse des dangers liés à l'environnement humain.....	43
Tableau 10 : Liste des phénomènes dangereux retenus	45
Tableau 11 : Synthèse de la caractérisation des phénomènes dangereux	48
Tableau 12 : Synthèse de la caractérisation des phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des conséquences à l'extérieur du site	49
Tableau 13 : Matrice de maîtrise des risques appliquée au site	50
Tableau 14 : Mesures d'amélioration retenues suite à l'Analyse de Risques	52

1 LISTE DES INTERVENANTS

1.1 Signataire de la demande

Le demandeur de l'autorisation environnementale est l'ELOCA de Brétigny-sur-Orge représenté par le directeur M David MELLOUL qui en assure le Commandement.

Demandeur	
Identité	M. David MELLOUL
Qualité	Directeur ELOCA
Exploitant	ELOCA
Forme juridique	Etat – Ministère des armées
N°SIRET	13000889900192
Code NAF	84.22Z : Défense
Adresse	1 rue du général Delestraint 91220 BRETIGNY SUR ORGE
Téléphone	01 60 85 55 00
Site faisant l'objet de la demande d'autorisation environnementale	
Adresse site	ELOCA 1 rue du général Delestraint 91220 BRETIGNY SUR ORGE
Téléphone site	01 60 85 55 00
Régime actuel	Autorisation ICPE
Nature de la demande	Demande d'Autorisation Environnementale Article L. 181-1 - Installation Classée pour la Protection de l'Environnement « ICPE »
Projet	Régularisation administrative d'installations en exploitation
Nature des activités	Logistiques : stockage d'habillement, de protection balistique, de campement, de couchage, d'ameublement, de vivres, de tissu et de matériel de campagne Atelier bois spécialisé dans la restauration de meubles anciens Ateliers de maintenance, réparations mécaniques et frigoristes sur le matériel du SCA et des remorques (partis châssis uniquement)
Personnes en charge du suivi du dossier	
Monsieur Philippe MOULIN Chargé de Prévention des Risques Professionnels ELOCA de Brétigny-sur-Orge	Tél. : 01 60 85 56 24 philippe2.moulin@intradef.gouv.fr eloca-bretigny.charge-env.fct@intradef.gouv.fr
Monsieur Enguerran BALLANDRAS Chargé d'études Environnement BPMRE - ESID IdF	Tél. : 01 39 21 26 25 engerran.ballandras@intradef.gouv.fr
Madame Fabienne BLONDEL Cheffe Bureau Prévention Maîtrise des risques et Environnement (BPMRE) - ESID IdF	Tél. : 01 39 21 26 25 fabienne.baert-blondel@intradef.gouv.fr

Tableau 1 : Identification du demandeur, du site et du représentant

1.2 Rédacteurs de l'étude

Responsable de l'étude	
Société	NEODYME
Adresse du siège	6, rue de la Douzillère - 37300 Joué-Lès-Tours
Adresse de l'agence	646 avenue des digues 14123 Fleury-sur-Orne
Code NAF	7112B
N°SIRET	47872093100052

Tableau 2 : Identification du responsable de l'étude

2 DEFINITIONS ET ABREVIATIONS

AE : Autorisation environnementale

BPMRE : Bureau Prévention Maîtrise des risques et Environnement

CGA : Contrôle Général des Armées

CGDD : Commissariat général au développement durable

CLP : Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges

ELOCA : Etablissement Logistique du Commissariat des Armées

EPIDE : Etablissement Pour l'Insertion Dans l'Emploi

ESID : Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense

GLCAT : Groupe Logistique du Commissariat de l'Armée de Terre

ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

IDF : Ile de France

IED : Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles

IGN : Institut Géographique National

IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux, et Activités

PLU : Plan Local d'Urbanisme

SCA : Service du Commissariat des Armées

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure

3 NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE

3.1 Raison de la demande

L'Etablissement Logistique du Commissariat des Armées (ELOCA) est implanté sur le quartier Blanquart de Bailleul et est situé au sud-ouest de la commune de Brétigny-sur-Orge (91) dans le département de l'Essonne. L'activité principale de l'ELOCA est le stockage d'habillements, de protections balistiques, de campements, de couchages, d'ameublement, de vivres, de tissus et de matériels de campagne.

L'ELOCA est connu de l'administration du ministère des armées et est considéré comme installation existante au titre des ICPE.

Suite à la dernière inspection par le contrôleur général des armées (CGA), il a été identifié la nécessité de régulariser la situation administrative des installations du site.

L'objet du présent dossier de demande d'autorisation environnementale s'inscrit dans le cadre d'une régularisation administrative des activités de l'ELOCA au titre de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Les installations sont existantes et en exploitation.

3.2 Contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale

Certaines installations exploitées par l'ELOCA de Brétigny-sur-Orge relèvent du régime de l'Autorisation au titre de la réglementation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Une partie de ces installations est en situation administrative irrégulière.

A ce titre, leur exploitation nécessite l'obtention d'une autorisation environnementale, pour laquelle un dossier de demande est déposé conformément aux dispositions communes codifiées aux articles R. 181-1 à R. 181-56 du Code de l'Environnement.

Le contenu de ce dossier de demande se compose en 4 parties principales complétées par des annexes et plans :

- ▶ CERFA 15964*03
- ▶ Lettre de demande
- ▶ Partie A - PJ n°47 : Demande d'autorisation (Présentation du site, du contexte réglementaire, classement ICPE/IOTA, capacités techniques et financières)
- ▶ Partie B - PJ n°46 : Description des installations
- ▶ Partie C - PJ n°5 : Etude d'incidence
- ▶ Partie D - PJ n°49 : Etude de dangers
- ▶ Partie E - PJ n°7 : Note de présentation non technique et résumés non techniques
- ▶ Partie F - PJ n°3, 6, 79 : Annexes (maîtrise foncière, décision cas par cas, conformité réglementaire installation à enregistrement)
- ▶ Partie G - PJ n° 1, 2 et 48 : Plans règlementaires (situation, abords, ensemble)

Les informations contenues dans les parties A et B de ce dossier sont résumées de manière « non technique » au travers de la présente partie E conformément au 8° de l'article R. 181-13 du Code de l'Environnement.

3.3 Présentation du site

3.3.1 Présentation de l'ELOCA

Historique :

- ✓ Acquisition du site : Pour répondre aux besoins en ravitaillement créés par la première guerre mondiale, une station-magasin est édifée au sud de la localité de Brétigny-sur-Orge. L'emplacement est retenu en raison de sa proximité avec le triage de la grande ceinture de la SNCF. La station-magasin de Brétigny-sur-Orge en 1916, a la charge de ravitailler deux cent mille hommes et soixante-dix mille chevaux (pain, fourrage, bois de chauffage).
- ✓ Principaux agrandissements : De 1918 à 1939, le site est mis en sommeil. Il est réactivé en 1939, en raison de la seconde guerre mondiale. De 1944 à 2011, la totalité du site est occupée par un régiment (le 1^{er} groupe logistique du commissariat de l'armée de Terre), qui changera plusieurs fois d'appellation et d'organisation interne. Le 31 juillet 2011, le 1^{er} GLCAT est dissous et le site accueille, depuis cette date, **l'Etablissement logistique du commissariat des Armées (ELOCA)** créé sur les infrastructures et missions de l'ancienne 3^{ème} cie du 1^{er} GLCAT et l'Etablissement pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE)
- ✓ Modifications : La plus importante modification a lieu entre 1985 et 1987, période à laquelle le site accueille l'ancien établissement de l'Habillement d'Issy-les-Moulineaux. La partie « installations sportives » et casernement du site est rasée pour y installer 36 000 m² de bâtiments de stockage. Ces infrastructures ont été complétées depuis lors par la construction de 2 hangars de stockage supplémentaires (bâtiments 0105 et 0109), d'un auvent (bâtiment 0106) ainsi que deux ateliers de maintenance électromécanique et frigorifique (bâtiments 103 et 104).

Dans l'emprise du site, les installations et activités sont organisées autour d'un exploitant : l'Etablissement logistique du commissariat des Armées (ELOCA). Le directeur de l'ELOCA est M. David MELLOUL.

Par ailleurs, on note la présence de la société ABILIS sur le site de l'ELOCA dans les bâtiments 0080 et 0077. Cette dernière dispose d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public des armées fournies en annexe 1. Cette mise à disposition a été consentie pour permettre l'entretien et la réparation des équipements balistiques et du matériel de soutien de l'homme dans le cadre d'un marché.

Le site s'étend sur 17,3 hectares sur 2 communes : Brétigny-sur-Orge et Saint-Germain-Lès-Arpajon, à environ 30 km au sud de Paris.

ELOCA - Plan de situation au 1/25000

août 2023 Néodyme



Figure 1 : Plan de situation de l'ELOCA au 1/25000

Elle se compose des principales infrastructures et zones suivantes :

- ▶ Des bâtiments de stockage,
- ▶ Un atelier bois,
- ▶ Trois ateliers d'entretien et de maintenance,
- ▶ Deux bâtiments dédiés à l'activité d'ABILIS,
- ▶ Un bâtiment réfectoire.

Le site de l'ELOCA accueille à ce jour environ 133 personnes dont 14 personnes de la société ABILIS.

3.3.2 Localisation des installations concernées par la demande

Les installations concernées par la demande d'autorisation environnementale sont implantées au sein de la l'ELOCA, à l'intérieur des limites de propriété. Elles sont toutes existantes et en activité.

En dehors de celle-ci, dans un périmètre proche, les occupations sont majoritairement de type urbain.



Figure 2 : Environnement immédiat de l'ELOCA

Le site de l'ELOCA est voisin de celui de l'EPIDE et a la particularité de disposer d'une entrée commune située au 1 rue du Général DELESTRAINT 92220 Brétigny-sur-Orge. Les limites territoriales des deux entités sont délimitées et matérialisées par des séparations physiques en l'occurrence des grillages et des portails.

Cette organisation est historique car le site de l'armée occupait auparavant l'ensemble de l'emprise (ELOCA et EPIDE) lorsque le site était occupé par le 1^{er} GLCAT.

En raison de cette configuration, les réseaux d'eaux (potables, usées, incendie et pluviales), gaz et d'électricité sont communs entre l'ELOCA et l'EPIDE.

La figure suivante présente la répartition actuelle des deux zones.

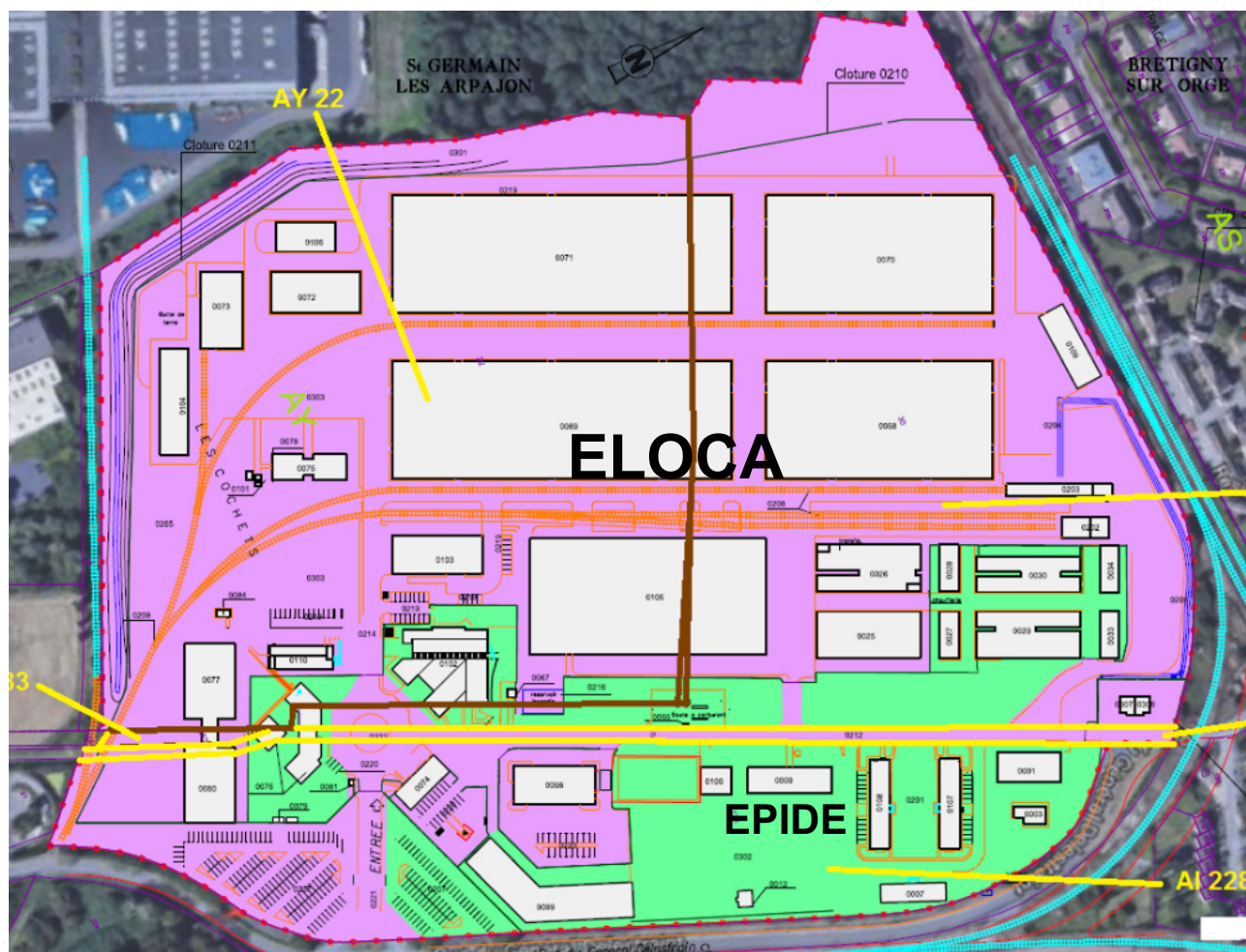


Figure 3 : Répartition géographique entre l'ELOCA et l'EPIDE (source : ESID)

L'ELOCA est desservi par :

- ▶ La route départementale 152 qui relie Limours à Brétigny-sur-Orge,
- ▶ La route départementale 19 qui relie Breux-Jouv à Fleury-Mérois.

L'entrée de l'ELOCA dispose d'un poste d'accueil et de filtrage, au niveau duquel les entrées et sorties sont filtrées.

En interne, l'ELOCA est équipé d'une route qui dessert les différentes installations.

Au sein de l'ELOCA, les installations concernées par la demande d'autorisation sont implantées sur 5 parcelles cadastrales réparties sur les deux communes d'implantation de l'établissement. Le site est propriété de l'Etat, Ministère des armées.

3.3.3 Descriptif des installations

Les installations et activités concernées par la régularisation sont les suivantes :

- ▶ Les entrepôts de stockages 0068, 0069, 0070, 0071, 0072, 0105, 0106 et 0109
- ▶ L'atelier bois au bâtiment 0073,
- ▶ Les locaux de charge d'accumulateurs électriques dans les bâtiments 0068, 0069, 0070, 0071, 0098 et 0105,
- ▶ Le bâtiment 098 : atelier,
- ▶ Le bâtiment 0103 : atelier de maintenance,
- ▶ L'atelier 0104 : atelier de maintenance chaud et froid,
- ▶ Les bâtiments 0077 et 0080 : société ABILIS.

Entrepôts de stockage

L'activité principale de l'ELOCA est le stockage d'habillement, de protection balistique, de campement, de couchage, d'ameublement, de vivres, de tissu et de matériel de campagne, répartis dans 8 bâtiments du site.

Parmi ces stockages, au sein des rations de combat, on retrouve des pastilles d'éthanol solide avec une quantité conséquente totale sur le site pour ces solides inflammables. Ces solides inflammables sont exclusivement stockés au bâtiment 0071 dans l'alvéole 1.

Par ailleurs cet établissement est connu de l'administration du ministère des Armées et est considéré comme **installation existante (régime de l'enregistrement)** au titre des autres stockages du site. La mise en service du site remonte à 1985.

Le plan ci-dessous présente les installations de stockage du site.

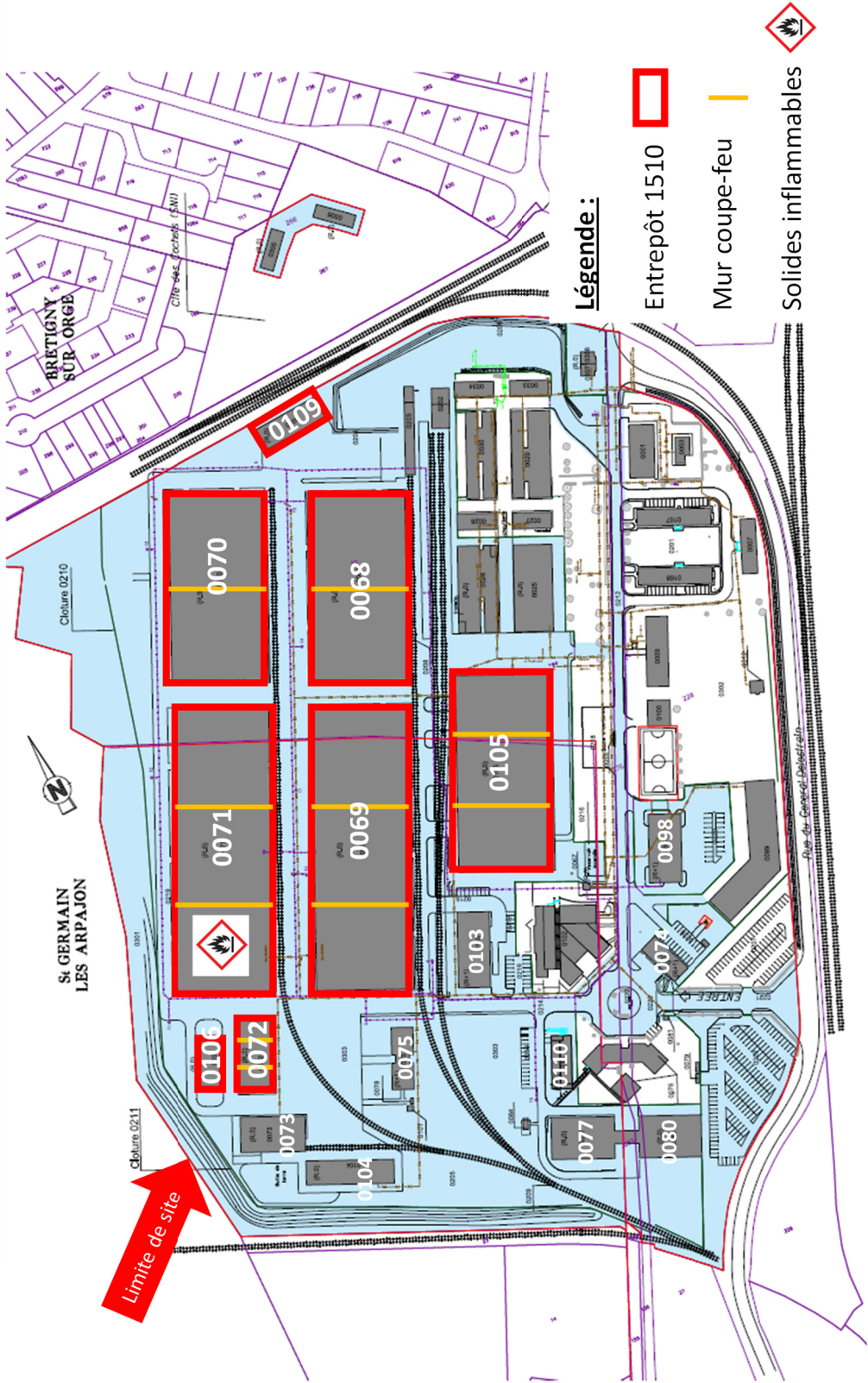


Figure 4 : Localisation des stockages

Les stockages du site sont répartis entre des stockages en rack et des stockages en masse, comme présenté sur le plan ci-dessous.

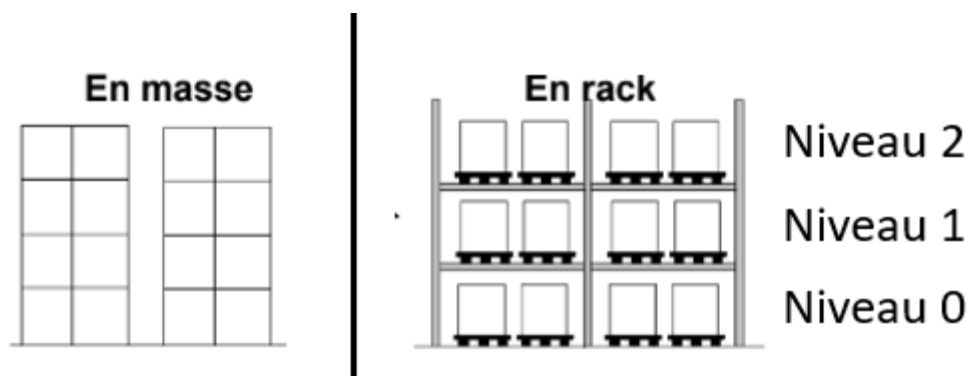


Figure 5 : Schéma des types de stockage

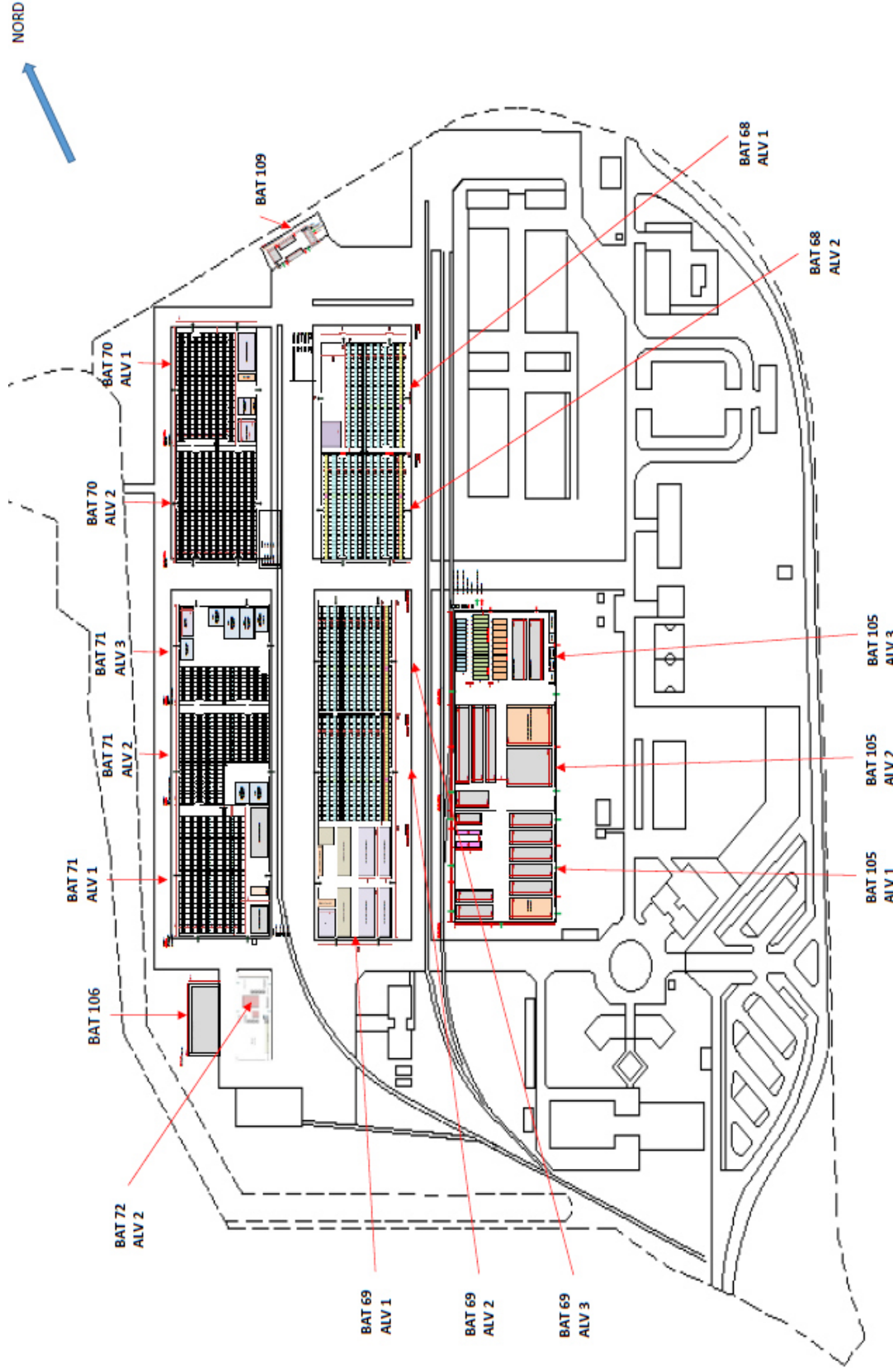


Figure 6 : Descriptif des types de stockage

Ateliers bois 0073

L'ELOCA dispose également d'un atelier bois spécialisé dans la restauration de meubles anciens.

L'activité est située dans le bâtiment 0073. Le bâtiment est composé :

- D'un local machines à bois, toutes les machines sont reliées à un système centralisé de ventilation (ventilation avec captage localisé sur chaque machine et extraction de l'air à l'extérieur après dépoussiérage) ;
- D'un local « établi » ;
- D'un local avec une cabine de peinture fermée et un box de préparation.

La mise en service du site remonte à 1985 mais cette activité n'a jamais été déclarée.

Locaux de charge d'accumulateurs électriques

L'ELOCA dispose de zones de charges des batteries industrielles (tractions ouvertes, dites non étanches) dans les bâtiments suivants : 0068, 0069, 0070, 0071, 0098 et 0105.

Ces zones sont soit **ouvertes** dans le volume de l'alvéole du bâtiment (0068, 0069, 0070, 0071) soit **closes** dans un local dédié du bâtiment (0068, 0069, 0070, 0071, 0105 et 0098). A noter que les bâtiments 0068, 0069, 0070 et 0071 disposent de zones ouvertes et closes identiques dans leur configuration.

Il n'y a pas d'atelier de charge de batteries de véhicules électriques sur le site.

L'activité existe depuis la création du site, mais l'activité au sens ICPE, n'a jamais été déclarée.

Installation reconnue comme existante par le ministère des armées (mise en service en 1985 comme les installations d'entreposage)

Ateliers d'entretien – bâtiments 0098, 0103 et 0104

Le bâtiment 0098 a une activité d'entretien des chariots élévateurs à moteur : vidanges, filtres, révisions...etc. et les remorques (parties châssis seulement).

Le bâtiment 0103 abrite des activités de maintenance mécanique et frigoriste sur les matériels du SCA et des remorques. Il n'y a pas à proprement parlé « d'engins à moteurs » ni d'activités de carrosserie et tôlerie dans cet atelier. Une aire de lavage se trouve à côté du bâtiment.

Le bâtiment 0104 abrite également des activités de maintenance mécanique et frigoriste sur les matériels du SCA et les remorques. Il n'y a pas à proprement parlé « d'engins à moteurs » ni d'activités de carrosserie et tôlerie dans cet atelier. A l'extérieur, devant le bâtiment se trouve une station de distribution de gazole reliée à une cuve enterrée de 5129 m³.

Toutes ces activités ne sont pas classées au sens ICPE.

Bâtiments 0077 et 0080 - ABILIS

Les bâtiments 0077 et 0080 représentés sur la figure suivante accueillent les activités de la société ABILIS. ABILIS est un prestataire de services en matière d'habillement et d'équipement. Spécialiste de la confection, la réparation, l'entretien et la conception.

Les activités d'ABILIS font l'objet d'AOT.

Le bâtiment n'est pas classé ICPE. Il est intégré à la présente étude de dangers pour s'assurer de l'absence d'effets hors site et d'effets domino.

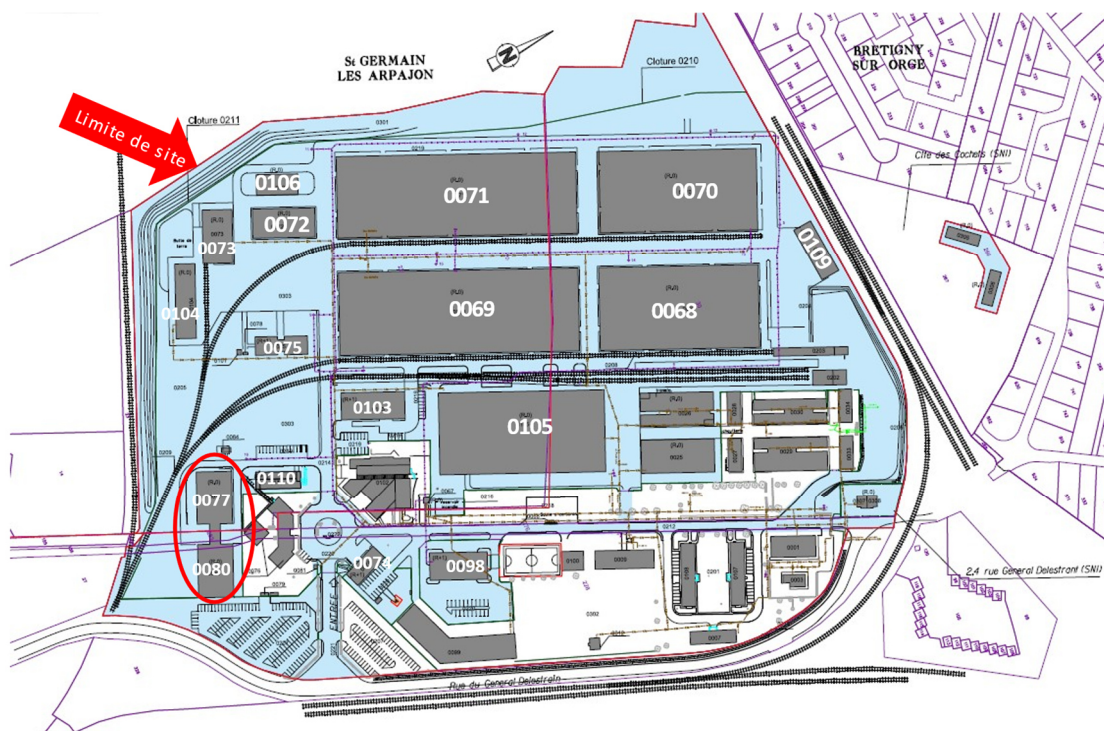


Figure 7 : Localisation du bâtiment 0077 et 0080

3.3.4 Situation réglementaire

Le classement ICPE des installations à régulariser de l'ELOCA (en référence à la nomenclature mentionnée à l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement, sont listés dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t (A) 2. Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 1 t	Stockage de pastilles d'éthanol solides dans le bâtiment 0071 : pastilles de 41 grammes insérées au sein des 201 350 rations de combats stockées Soit une quantité présente de 8,3 tonnes Quantité > 1 tonne	Autorisation
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E)	Stockage d'habillement, de matériel de campagne, de matériel de campement, de mobilier HQG, d'effets techniques, de vivres et de tissus Installation existante selon rapport d'inspection n°21-6220 Un seul IPD Groupe d'IPD n°1 : 364 301 m ³ Soit une quantité maximale stockée de 364 301 m³ Quantité stockée : 17 633 t	Enregistrement
2410-2	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW (E) 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW (D)	Bâtiment menuiserie : 0073 Puissance simultanée des machines : 88,85 kW Puissance > 50 kW	Déclaration

Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
2925-1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (D)</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p> <p>⁽¹⁾ <i>Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</i></p>	<p>Présence de chargeurs dans les bâtiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 0068 => P=10,68 kW - 0069 => P=11,93 kW - 0070 => P=15,75 kW - 0071 => P=21,80 kW - 0098 => P=1,2 kW - 0105 => P=10,34 kW <p>Tous les équipements peuvent éventuellement fonctionner en même temps.</p> <p>Puissance maximale totale calculée : 70,7 kW</p> <p>Puissance totale : 70,7 kW</p> <p>Puissance > 50 kW</p>	Déclaration
4719-2	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t (D)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	<p>Bâtiments : 0103, 0104 et 098</p> <p>Quantités stockées en bouteilles : 58,8 kg</p> <p>Quantités stockées < 250 kg</p>	Non classé

Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
1185	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>1. <u>Fabrication, conditionnement et emploi</u> autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p style="margin-left: 20px;">a) Supérieure à 800 l (A-1) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. <u>Emploi dans des équipements clos en exploitation.</u></p> <p style="margin-left: 20px;">a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. <u>Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</u></p> <p style="margin-left: 20px;">1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p style="margin-left: 40px;">a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)</p> <p style="margin-left: 20px;">2) Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>	<p><u>1185.2.a</u> : 5 équipements climatiques de la DIRISI de capacité unitaire supérieure à 2 kg totalisant 21 kg de fluides (R410A, R407C)</p> <p>1 groupe chauffage/climatisation bâtiment 110 totalisant 22,6 kg de fluides (R410A)</p> <p>=> R410A et R407C gaz à effet de serre non concernés</p> <p style="text-align: center;">Quantités cumulées < 300 kg</p> <p><u>1185.3.1.</u> : Stockage de bouteilles de gaz neuf ou régénéré pour l'activité de maintenance de l'atelier chaud et froid 103 : R134a : 128 kg</p> <p style="text-align: center;">Quantités stockées < 1 tonne</p> <p>Le stockage de fluides frigorigènes au sein des différents matériels de campagne (OPEX) n'est pas assimilable aux activités décrites à la rubrique 1185.</p> <p>Ni à la rubrique 1185-2 car ces équipements ne sont pas en exploitation sur site (mais en maintenance)</p> <p>Ni à la rubrique 1185-3 car ces équipements ne sont pas à considérer comme capacité de stockage</p>	Non Classé



Partie E : Note de présentation non technique et résumés non techniques
PJ7



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <ol style="list-style-type: none">Supérieur à 20 000 m³Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³. <p><i>Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.</i></p>	<p>Présence d'une installation de distribution de carburant (bâtiment 104)</p> <p>Volume annuel de carburant (FOD) distribué :</p> <p>Année 2019 → 9367 L soit 9,3 m³</p> <p>Année 2020 → 8778 L soit 8,7 m³</p> <p>Année 2021 → 9931 L soit 9,9 m³</p> <p>Année 2022 → 12 155 L soit 12 m³</p> <p>Quantités annuelles distribuées < 500 m³</p>	Non Classé



Partie E : Note de présentation non technique et résumés non techniques
PJ7



2910.A	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	<p>Installations de combustion existantes (mise en service avant le 20 décembre 2018) réparties sur le site (bâtiments 74, 75, 77, 103 et 104) qui peuvent fonctionner simultanément mais techniquement considérées non raccordables (installations de combustion distinctes, non raccordables).</p> <p>Pour chaque installation de combustion, on calcule la puissance totale et on détermine le régime de classement :</p> <p>Bât 0074 : 1 chaudière gaz ATLANTIC de 60,60 kW=>P_{totale}=60,60 kW (<1 MW)</p> <p>Bât 0075 : 1 chaudière gaz GUILLOT de 449 kW=>P_{totale}=449 kW (<1 MW)</p> <p>Bât 0077 (ABILIS) : 1 chaudière gaz de 375 kW=>P_{totale}=375 kW (<1 MW)</p> <p>Bât 0103 : 1 chaudière gaz De Dietrich de 150 kW=>P_{totale}=150 kW (<1 MW)</p> <p>Bât 0104 : 1 chaudière gaz De Dietrich de 90 kW=>P_{totale}=90 kW (<1 MW)</p> <p>Présence de 3 groupes électrogènes de secours sur le site fonctionnant moins de 500 h/an :</p> <ul style="list-style-type: none">- bâtiment 0067 : P_{totale}=140 kW (<1 MW)- bâtiment 0074 : P_{totale}=47 kW (<1 MW)- bâtiment 0101 : P_{totale}=363 kW (<1 MW) <p>Puissance totale individuelle de chaque installation < 1 MW</p> <p><i>Nota : la chaufferie du bâtiment 0026 (comportant 3 chaudières gaz) n'est plus en service (déconnectée)</i></p>	Non Classé
---------------	--	--	-------------------



Partie E : Note de présentation non technique et résumés non techniques
PJ7



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
		<i>Selon les Fiches de Combustion version 22/11/2019, les séchoirs et cabines de peinture ne sont pas inclus</i>	
2930	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : a) Supérieure à 5 000 m ² (E) b) Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ² (DC) 2. Vernis, peinture, apprêt, (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant : a) Supérieure à 100 kg/j (E) b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j(DC)	<p>Les bâtiments 0103 et 0104 abritent des activités de maintenance sur le matériel du SCA, des remorques</p> <p>Il n'y a pas à proprement parlé « d'engins à moteurs » ni d'activités de carrosserie et tôlerie</p> <p>A ce titre, ces activités ne rentrent pas dans la catégorie d'activités désignées par la rubrique 2930</p> <p>Le bâtiment 0098 a une activité d'entretien des chariots élévateurs à moteur (vidanges, filtres, révisions, etc.), et des remorques (partie châssis seulement)</p> <p>Le bâtiment 0098 a une surface de 874 m²</p> <p>Surface atelier < 2000 m²</p>	Non Classé



Partie E : Note de présentation non technique et résumés non techniques
PJ7



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Supérieure ou égale à 1000 t (A-2)2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1000 t (E)3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC) <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5000 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	<p>Gel hydro alcoolique conditionné en flacons et bidons dans le bâtiment 0071</p> <p>Stockage maximum : 17 tonnes (aujourd'hui 3 tonnes)</p> <p>Quantité totale < 50 tonnes</p>	Non Classé

Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t (A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC)</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 50 t (A)</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t</i></p> <p><i>(*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre la rubrique</i></p> <p>4718</p>	<div>Bâtiment 0103</div> <div>6 bouteilles de propane de 13kg</div> <div>1 bouteille de butane de 13 kg</div> <div>Bâtiment 084</div> <div>Environ 20 bouteilles de propane de 13 kg</div> <div>Quantités stockées en récipients à pression transportables < 6 t</div>	Non Classé
4719	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t (D)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p>	<div>Bouteilles de gaz stockées en local grillagé en extérieur au bâtiment 0103</div> <div>Quantités stockées : 58,8 kg</div> <div>Quantités stockées < 250 kg</div>	Non Classé



Partie E : Note de présentation non technique et résumés non techniques
PJ7



Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
4725	<p>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t</i></p>	<p>10 bouteilles B5 au bâtiment 0103</p> <p>2 bouteilles B50 au bâtiment 0098</p> <p>Quantités stockées : 44,6 Kg</p> <p>Quantités stockées < 2 t</p>	Non Classé

Rubrique	Désignation de la rubrique	Détail des installations actuelles	Classement
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC)</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</p>	<p><u>Stockage enterré</u> :</p> <p>Présence d'une cuve enterrée double paroi de 5 129 litres de gazole à côté du bâtiment 0104.</p> <p>Le réservoir enterré de gazole a un volume de 4,3 tonnes.</p> <p>Quantité totale < 250 t</p> <p><u>Autre stockage</u> :</p> <p>- 28 000 L de gazole dans les réservoirs aériens des canons à air stockés dans le bâtiment 0105 soit 28 m³ soit 24 tonnes.</p> <p>- 2 cuves aériennes d'appoint (mini station distribution carburant) de 450 L :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 bidon de 450 L de gazole dans les containers (bâtiment 0104) 1 bidon de 450 L de gazole dans les containers (bâtiment 0103) <p>La quantité totale est 24,48 tonnes.</p> <p>Quantité totale < 50 t</p> <p>Nota : masse volumique du FOD prise à 0,85 kg/L</p>	Non Classé

Tableau 3 : Classement ICPE des installations de l'ELOCA

Positionnement au titre des directives IED et SEVESO

Les activités et installations à régulariser ne relèveront pas des dispositions de la Directive européenne sur les émissions polluantes dite « IED ».

En effet, aucune des rubriques de la série « 3000 » de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ne sera visée.

La Directive SEVESO 3 s'est pour sa part traduite par la création des rubriques 4xxx. Ces rubriques visent à encadrer la détention pour utilisation de produits dangereux.

Certains produits nécessaires aux opérations de réparation / maintenance des aéronefs, et certains produits nécessaires au fonctionnement des utilités, relèvent de rubriques « 4000 » de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Toutefois, les quantités ne dépassent, ni de façon unitaire ni au cumul, les seuils « haut » et/ou « bas » d'une rubrique 4000.

Autres points réglementaires

Les principaux textes qui régissent la demande sont, depuis la réforme de l'autorisation environnementale, l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 et les décrets n°2017-81 et 82 du 26 janvier 2017.

Ces textes sont venus modifier en profondeur le Code de l'Environnement notamment en intégrant un titre VIII « Procédures Administratives » dans les parties Législative et Règlementaires (L. et R. 181-1 à L. 181-31 et 56).

Le rayon d'affichage de la consultation du public est fixé à 1 km (rubrique 1450) et concerne les communes suivantes, toutes situées dans le département de l'Essonne :

- ▶ Brétigny-sur-Orge,
- ▶ Saint-Germain-lès-Arpajons.

ELOCA - Rayon d'affichage 1 km

juin 2023 Néodyme

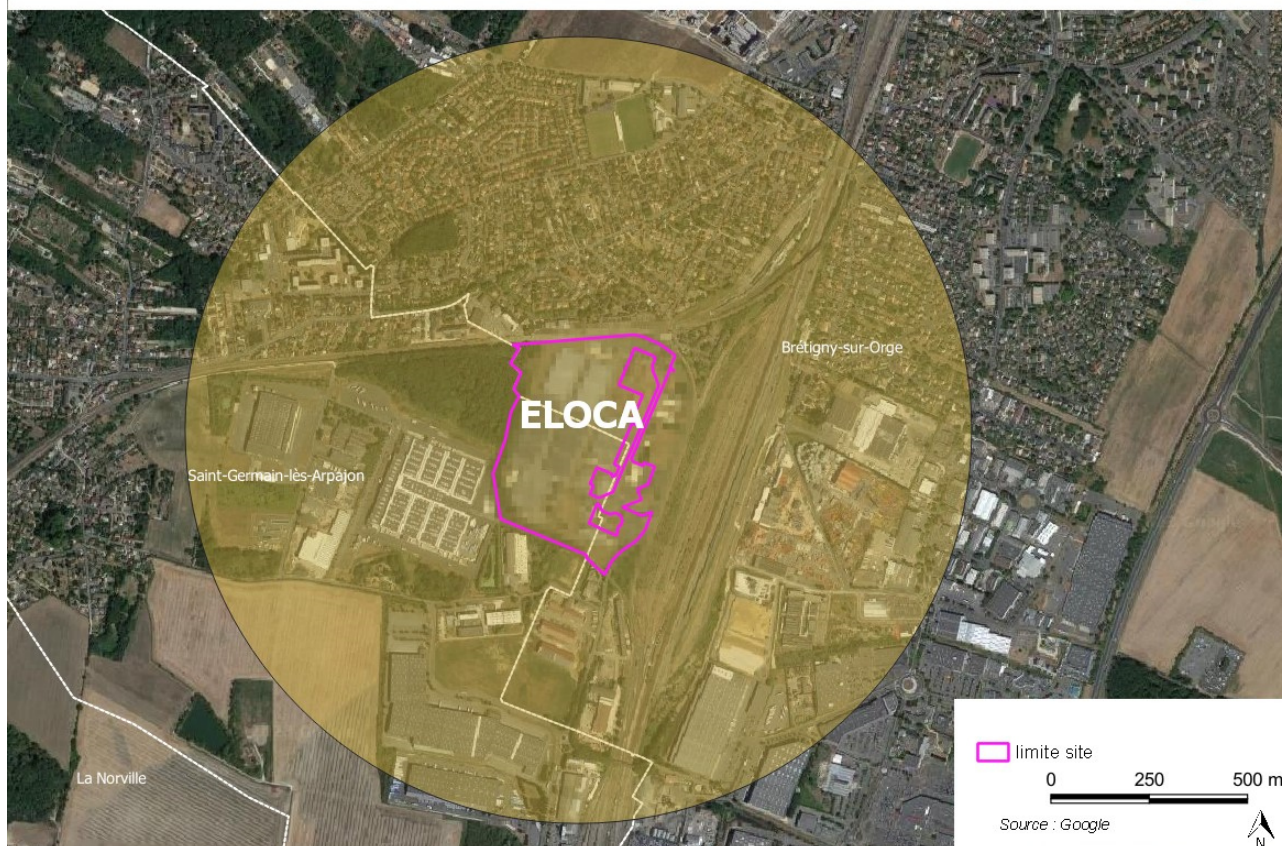


Figure 8 : Communes incluses dans le rayon d'affichage de l'ELOCA

Les communes de Brétigny-sur-Orge et Saint-Germain-Lès-Arpajon disposent d'un Plan Local d'Urbanisme. Notons qu'en matière d'urbanisme, les installations sont existantes et exemptées des formalités de type demande de permis de construire au regard de leur caractère relatif à la défense nationale. Pour les mêmes raisons, elles sont exemptées des formalités relatives aux demandes de « remise en état en cas de cessation des activités » auprès du propriétaire des terrains et des mairies concernées.

4 RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE D'INCIDENCE

4.1 Contexte de l'étude d'incidence

La Partie C du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale se compose d'une étude d'incidence environnementale dont le contenu est précisé à l'article R181-14 du Code de l'environnement relatif au contenu de l'étude d'incidence dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale s'intègre dans le cadre de la régularisation administrative des activités de l'ELOCA au titre de la réglementation ICPE. Les installations sont existantes et en exploitation. Aucune nouvelle installation ni extension du site n'est envisagée.

Les installations et activités à régulariser sont présentées dans la partie B accompagnant la demande d'autorisation environnementale. Elles relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation (rubrique 1 du tableau annexe à l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement).

Après examen au cas par cas par le CGDD (Commissariat général au développement durable), le projet de régularisation administrative des installations ICPE de l'ELOCA n'est pas soumis à évaluation environnementale. Il ne fait donc pas l'objet d'une étude d'impact environnementale telle que mentionnée à l'article L. 181-8 du Code de l'Environnement, prévue à l'article L. 122-1 de ce même Code et dont le contenu est précisé à l'article R. 122-5 mais d'une étude d'incidence environnementale.

Aucune formalité de cadrage préalable au titre de l'article L. 122-1-2 du Code de l'Environnement n'a été exercée par le demandeur, des échanges informels se sont tenus en amont du dépôt de la demande auprès du CGA (Contrôle Général des Armées), notamment autour des aspects modélisations et défense incendie.

En ce qui concerne son contenu, l'étude d'incidence déposée dans le cadre du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale pour la régularisation administrative des ICPE exploitées par l'ELOCA contient les attendus précisés par l'article R181-14 du Code de l'environnement.

Cette étude d'incidence a été menée de manière proportionnée à la fois aux enjeux présentés par l'environnement du site qu'aux incidences attendues, sans toutefois mettre de côté certains des aspects environnementaux.

Pour la réalisation de cette étude d'incidence, l'ELOCA s'est adjoint l'accompagnement d'un Bureau d'Études spécialisé en environnement et en risques industriels, en l'occurrence NEODYME, dont elle s'est assurée de la compétence dans ce domaine.

Ce résumé fait partie de l'étude d'incidence de l'ELOCA. Il permet de faciliter la lecture et la compréhension des informations, mais ne peut se substituer à l'étude elle-même.

4.2 Etat initial du site et de son environnement

La première partie de l'étude d'incidence a consisté à préciser l'état initial de l'environnement de l'ELOCA pour en déterminer le niveau d'enjeu des compartiments et milieux environnementaux synthétisé dans le tableau suivant.

Contraintes et enjeux	Sensibilité du milieu
Températures et précipitations	Faible
Vents	Modérée
Foudre	Faible
Caractéristique du milieu naturel terrestre - Topographie	Faible

Contraintes et enjeux	Sensibilité du milieu
Caractéristiques paysagères	Faible
Géologie	Modérée
Pollution sols et sous-sols	Modérée
Objectifs SDAGE, qualité du milieu récepteur et données quantitatives des eaux de surface	Forte
Eaux souterraines	Modérée
Eaux pluviales	Faible
Eaux usées et potables	Faible
Risque inondation	Faible
Remontée de nappes, basses eaux, crues, mouvements de terrain, risque sismique, risque radon, risque cavités souterraines, termites	Faible
Retrait-gonflement des argiles	Modérée
Transport de matières dangereuses	Forte
ZICO, Réserves naturelles, parcs naturels, arrêtés de protection biotope, arrêtés préfectoraux de protection des géotopes, réserve naturelle de chasse et de faune sauvage, réserve biologique, réserve de biosphère	Faible
Zones humides	Faible
Natura 2000, ZNIEFF, Trames vertes et bleues	Faible
Patrimoine culturel, sites inscrits et archéologique	Faible
Caractéristique de l'environnement humain	Faible
Risque industriel voisin	Faible
Réseaux de transports ▶ Aériens, routiers, fluviale	Faible
Réseaux de transports ▶ Ferroviaire	Forte
Réseaux d'énergie	Faible
Emissions lumineuses	Faible

Contraintes et enjeux	Sensibilité du milieu
Air	Faible
Environnement sonore	Forte
Déchets	Faible
Vibrations, environnement olfactif	Faible

Tableau 4 : Synthèse de l'état initial et hiérarchisation des enjeux

L'analyse de l'état initial de l'environnement ne fait pas apparaître de sensibilité particulière ni enjeu spécifique vulnérable pour la majorité des compartiments notamment au regard de leur intégration au sein de l'établissement et de leur anthropisation consécutive depuis près d'un siècle pour les activités militaires.

La présence de voies de chemins de fer du RER et de la SNCF constitue un élément à enjeu fort identifié au terme de l'état initial. Cet enjeu fort est fortement lié à l'emplacement géographique du site et aux modes de transport (région Parisienne). Par ailleurs leur présence est en lien avec une partie de l'activité de l'ELOCA car le site est desservi par une voie de chemin de fer et des trains amènent plusieurs fois par an du matériel (notamment au moment du défilé du 14 juillet).

Enfin, deux autres sujets sensibles (enjeu fort à modéré) concernent la gestion des eaux pluviales du site. L'ELOCA est un site ancien, existant depuis plus de 100 ans (1915), et avant l'année (1994), année de publication du décret 94-1033 appliquant la réglementation IOTA aux organismes du ministère de la Défense, et dont les réseaux nécessitent des améliorations.

Au regard de cette sensibilité environnementale, l'analyse de l'incidence de l'exploitation des installations à régulariser s'est ensuite attachée à prendre en compte les incidences par compartiment de l'environnement et à identifier les mesures de réduction existantes et à déterminer si des mesures d'évitement et de réduction complémentaires sont nécessaires.

4.3 Analyse des incidences

Le tableau suivant synthétise l'analyse des incidences ainsi que l'identification des mesures de réduction de ces incidences.

Les installations sont existantes et en fonctionnement. Seules les incidences de l'exploitation de ces installations ont été étudiées.

Thématique	Incidences	Mesures en place	Mesures préconisées / supplémentaires
Incidences visuelles	<p>Nulles</p> <p>Les installations étant peu visibles depuis le domaine public proche, elles le seront d'autant moins depuis les occupations plus éloignées et les monuments historiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Présence d'arbres répartis autour du site, Conception des bâtiments de faible hauteur. 	-
Incidences sur l'eau et les sols	<p>Modérées</p> <p>Les installations étudiées génèrent des effluents dans des quantités non négligeables. Celles qui en génèrent le plus sont raccordées à la station d'épuration des eaux usées (STEU) communale. Les eaux pluviales sont en partie rejetées dans un bassin d'orage, placé sur la Bretonnière (cours d'eau) et en partie rejetées dans le réseau communal.</p> <p>Étant un site ancien, les réseaux d'eaux sont vétustes et présentent des fuites et des infiltrations par les eaux de nappe.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Présence de rétentions, Réseau de collecte des eaux pluviales et eaux usées, Séparateurs hydrocarbures, Décanteur chimique. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de nouveaux compteurs, afin de séparer les différentes installations présentes sur l'emprise militaire, Remise en état des différents réseaux, Mise en place d'un nouveau système d'injection de chlore, Couverture d'une aire de lavage, Redimensionnement du réseau d'eaux pluviales, Implantation de noues plantées au niveau du parking.

Thématique	Incidences	Mesures en place	Mesures préconisées / supplémentaires
Impact sur la qualité de l'air	<p>Faibles</p> <p>Peu de rejets atmosphériques canalisés ou diffus. Uniquement gaz d'échappements des véhicules, chaufferies et atelier de travail du bois.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Filtration à manches au niveau du système d'aspiration des poussières de bois de l'atelier, ▶ Voies et aires de circulation bitumées, régulièrement entretenues et maintenues en bon état, ▶ Vitesse de circulation limitée, ▶ Arrêt systématique des moteurs de camions lors des phases de chargement/déchargement. 	-
Milieux naturels	<p>Nulles</p> <p>Les installations sont déjà en exploitation et ne nécessitent pas de travaux. Les habitats et espèces ne vont subir aucun impact.</p> <p>Le site étant fortement urbanisé et complètement fermé par des barrières, peu d'échanges peuvent se faire avec les milieux extérieurs.</p> <p>Pas d'impact sur les sites Natura 2000.</p>	-	-

Thématique	Incidences	Mesures en place	Mesures préconisées / supplémentaires
<p>Milieu humain</p> <p>Nuisances sonores et vibratoires</p>	<p>Très faibles</p> <p>Les niveaux de bruit générés par le fonctionnement des installations ICPE du site sont conformes aux seuils réglementaires de jour et de nuit en limite de propriété.</p> <p>De jour, ces installations ne génèrent pas de bruit particulier au niveau des ZER identifiées à proximité et ne sont donc pas à l'origine d'urgence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les voies et les aires de circulation sont bitumées et régulièrement entretenues et maintenues en bon état, La vitesse de circulation est limitée, Les véhicules sont entretenus en bon état et contrôlés régulièrement, Le site est en partie entouré par des arbres qui permettent de filtrer les bruits des activités, Arrêt systématique des moteurs de camions lors des phases de chargement/déchargement. 	-
<p>Milieu humain</p> <p>Nuisances olfactives</p>	<p>Nulles</p> <p>Les installations ne sont pas sources d'odeurs significatives.</p>		-

Thématique	Incidences	Mesures en place	Mesures préconisées / supplémentaires
Milieu humain Nuisances lumineuses	<p>Faibles</p> <p>Des éclairages sont présents afin d'assurer un bon fonctionnement des activités du site lors de la période hivernale.</p> <p>Ces éclairages sont des dispositifs indispensables à la garantie de la sécurité pour la circulation terrestre que pédestre, mais aussi au risque d'intrusion sur une emprise militaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Eclairages conçus de manière à limiter la propagation des émissions lumineuses et dirigés vers le sol, ▶ Eclairage uniquement lorsque les activités et la sécurité le nécessite, ▶ Présence d'arbres périphériques permettant de masquer les équipements d'éclairage. 	-
Consommations Eau / Energie	<p>Modérées</p> <p>Des chaufferies à gaz sont présentes.</p> <p>Les installations nécessitent un apport en eau pour les sanitaires, le système incendie et le lavage d'équipements militaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Sensibilisation du personnel aux économies d'eau et d'énergie, ▶ Entretien régulier des chaufferies. 	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mise en place de nouveaux compteurs eaux, électriques et gaz, ▶ Rénovation des canalisations d'adduction en eau potable.
Evaluation des risques sanitaires	<p>Non préoccupant</p> <p>Il est peu probable que le site entraine un impact sanitaire préoccupant par rapport à la situation actuelle.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ <i>Mesures associées à la qualité de l'air,</i> ▶ <i>Mesures associées à la gestion des eaux,</i> ▶ <i>Mesures associées au bruit.</i> 	-

Tableau 5 : Bilan des incidences et mesures

4.4 Mesures de suivi

Afin de s'assurer de l'efficacité et de la pérennité des mesures de réduction des incidences mises en œuvre par l'ELOCA, un suivi de celles-ci est réalisé, selon le tableau suivant.

Descriptif et Typologie de mesure	Entretien nécessaire / type de suivi
Thématiques « Incidences visuelles »	
Présence d'arbres répartis autour du site, Conception des bâtiments de faible hauteur.	Ces mesures ne nécessitent pas de suivi particulier. Il convient néanmoins de s'assurer que les différents entretiens des espaces verts ne remettent pas en cause la fonction de « masque » visuel des arbres présents sur le site.
Thématique « Eau » et « sols »	
Présence de rétentions	Vérification périodique du respect des prescriptions (dispositifs présents, adaptés et conformes aux produits entreposés ou aux activités).
Réseau de collecte des eaux pluviales et des eaux usées	Tenue d'un tableau de suivi de la surveillance des dispositifs de collecte consignnant les différentes actions sur les réseaux : entretien, remplacements, actions en cours, date de vérifications, etc.
Présence de séparateur d'hydrocarbures / débourbeurs, et d'un décanteur chimique	Entretien régulier des séparateurs d'hydrocarbures afin de maintenir la qualité des rejets. Périodicité d'entretien d'au minimum une fois par an et après chaque évènement de pollution accidentelle. Dès lors que la capacité de rétention est atteinte, il faut vidanger les hydrocarbures. <ul style="list-style-type: none"> • Vidange et curage des séparateurs hydrocarbures • Vidange et curage des débourbeurs • Vidange et curage des déshuileurs Idem pour le décanteur chimique
Mise en place de nouveaux compteurs, Remise en état des réseaux Implantation de noues plantées Couverture d'une aire de lavage Mise en place d'un nouveau système d'injection de chlore Redimensionnement du réseau d'eaux pluviales	Tenue d'un tableau d'avancement dans les travaux de mise en place, Contrôle de la concentration en chlore dans le réseau du site Entretien des noues plantées
Thématique « Air »	
Voies et aires de circulation bitumées, régulièrement entretenues et maintenues en bon état Vitesse de circulation limitée	Tableau de suivi des entretiens Vérification régulière du respect des prescriptions
Arrêt systématique des moteurs de camions lors des phases de chargement/déchargement	Vérification régulière du respect des prescriptions

Descriptif et Typologie de mesure	Entretien nécessaire / type de suivi
Filtration à manches pour les poussières de bois	Entretien régulier et remplacement des manches de filtration dès que nécessaire
Thématique « Milieu humain »	
Voies et aires de circulation bitumées, régulièrement entretenues et maintenues en bon état Vitesse de circulation limitée	Tableau de suivi des entretiens Vérification régulière du respect des prescriptions
Les véhicules sont entretenus en bon état et contrôlés régulièrement	Tableau de suivi des entretiens et contrôles
Le site est en partie entouré par des arbres permettant de filtrer les bruits des activités et de masquer les équipements d'éclairage et filtrer les bruits	Entretien régulier
Arrêt systématique des moteurs de camions lors des phases de chargement/déchargement	Vérification régulière du respect des prescriptions
Eclairages conçus de manière à limiter la propagation des émissions lumineuses et dirigés vers le sol Eclairage uniquement lorsque les activités et la sécurité le nécessite	Vérification régulière du respect des prescriptions
Entretien régulier des chaufferies	Tableau de suivi des entretiens et contrôles
Sensibilisation du personnel aux économies d'eau et d'énergie	Tableau de suivi de la réalisation des sensibilisations
Mise en place de nouveaux compteurs eaux, électriques et gaz Rénovation des canalisations d'adductions en eau potable	Tenue d'un tableau d'avancement dans les travaux de mise en place Suivi régulier des consommations via compteur

Tableau 6 : Mesures de suivi

4.5 Estimation des dépenses pour éviter, réduire et compenser les incidences du projet

Mesures de limitation des impacts	Coût (HT)	Date de réalisation
Mise en place de compteurs de consommation en eau potable	Devis en attente	A prévoir en 2024
Réparation/remplacement des canalisations d'adductions et d'assainissement	Devis en attente	A prévoir en 2024
Modification du système d'injonction en chlore	Devis en attente	A prévoir en 2024
Construction d'une couverture au-dessus de l'aire de lavage du bâtiment 0103	Devis en attente	A prévoir en 2024
Production d'une convention de rejet eaux usées	0 €	A prévoir en 2024
Implantation de nouveaux regards eaux usées	Devis en attente	A prévoir en 2024
Mise en place de mesure de qualité annuelle des eaux pluviales et usées	Devis en attente	Réalisé tous les ans
Redimensionnement des canalisations pour les eaux pluviales	Devis en attente	A prévoir en 2024
Curage du bassin d'orage	Devis en attente	Prévu en 2024
Implantation de noues plantées au niveau du parking	Devis en attente	A prévoir en 2024
Entretien des différentes installations sur site (Par exemple brûleur de chaudière)	Devis en attente	Réalisé tous les ans
Arrêt systématique des moteurs de camions lors des phases de chargement/déchargement	0 €	Réalisé en tout temps
Tri et traitement des déchets dans les filières adaptées	38 721,34 €	Réalisé en 2023
Bac de rétentions pour les produits dangereux	3 663,30 €	Réalisé en 2023

Tableau 7 : Mesures de limitation des impacts sur l'environnement

4.6 Synthèse

Tenant compte des mesures mises en œuvre et à venir, les installations à régulariser de l'ELOCA ne sont pas à l'origine d'une dégradation notable de leur environnement proche et lointain.

5 RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE DE DANGERS

5.1 Objet du résumé non technique

L'objectif du résumé non technique est de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude de dangers, pour améliorer la compréhension et la communication. Ainsi, ce résumé reprend de manière simplifiée les points importants de l'étude de dangers (Partie D) et permet au lecteur d'avoir une vue d'ensemble du document avec ses conclusions et d'aller chercher, si nécessaire, les détails des informations qui l'intéressent plus particulièrement.

Ce résumé fait partie de l'étude de dangers de l'ELOCA. Il permet de faciliter la lecture et la compréhension des informations, mais ne peut se substituer à l'étude elle-même.

5.2 Identification des potentiels de dangers

5.2.1 Identification des éléments agresseurs

5.2.1.1 Dangers liés à l'environnement naturel

Agresseurs	Equipements ou fonctions exposés	Potentiels de dangers ou événements redoutés	Concepts de sécurité	Caractère significatif
<i>Froid prolongé, gel</i>	/	/	/	Non
<i>Neige</i>	/	/	/	Non
<i>Vents violents</i>	/	/	/	Non
<i>Inondation</i>	Ensemble des installations étudiées	Domage sur les installations, équipements Epandages accidentels de produits	ELOCA situé hors zone inondable	Non
<i>Mouvements de terrain hors séisme</i>	Ensemble des installations étudiées	Domage sur les installations, équipements Epandages accidentels de produits	ELOCA situé hors zone soumise à des mouvements de terrains	Non
<i>Séisme</i>	/	Déversement / départ d'incendie sur une installation conventionnelle	Respect des Eurocodes associés à la zone de sismicité	Non
<i>Foudre</i>	Ensemble des installations étudiées	Ignition d'un incendie	ARF et ETF (Annexe 1)	Oui
<i>Feu de forêt</i>	/	/	Eloignement suffisant des installations de l'ELOCA	Non
<i>Tempête</i>	Ensemble des installations étudiées	Domage sur les installations, équipements Epandages accidentels de produits	/	Non

Tableau 8 : Synthèse des dangers liés à l'environnement naturel

5.2.1.2 Dangers liés à l'environnement humain

Agresseurs	Caractérisations détaillées	Equipements ou fonctions exposés	Potentiel de dangers ou événements redoutés	Concepts de sécurité	Caractère significatif
Activités voisines	Entrepôts logistiques	Bâtiment de stockage	/	/	Non
Chute d'avions ou de projectiles	Entrepôts logistiques	Bâtiment de stockage	/	Probabilité de chute d'avion < 10 ⁻⁶ , événement non retenu	Non
Voies de circulation internes	/	/	/	/	Non
Voies de circulation externes	Zone de manipulations de wagons gare de Brétigny-sur-Orge	Bâtiment de stockage à 160 m de la zone	BLEVE wagon citerne de gaz avec des distances d'effets thermiques (8kW/m ²) de 190 m (119 t) et 160 m (90 t)	Vérification annuelle des citernes par la SNCF Equipements des convois en liaison radio et des voies en postes téléphoniques d'alerte	Oui
Intrusion / Malveillance	/	/	/	Rondes Clôture	Non

Tableau 9 : Synthèse des dangers liés à l'environnement humain

5.2.2 Identification des potentiels liés aux stockages et aux activités annexes

L'ensemble des risques liés à l'activité de l'ELOCA, en particulier le stockage de matières combustibles, est identifié au niveau de l'Analyse Préliminaire des Risques (APR).

Par ailleurs, les produits susceptibles d'être utilisés sur le site sont stockés (y compris au niveau des rétentions sur lesquels seront disposés ces produits) en respectant les possibles incompatibilités chimiques.

La réduction des potentiels de danger a déjà été envisagée techniquement au regard des connaissances actuelles et des conclusions portées par l'audit ICPE mené en amont de la réalisation de l'étude de dangers.

Ainsi, les investissements ont donc été dirigés vers la mise en place de mesures de prévention et de protection adaptées après identification des besoins.

5.3 Analyse préliminaire des risques

Les **APR** réalisées par les groupes de travail ont permis l'identification :

- de tous les phénomènes dangereux susceptibles de se produire,
- des barrières de Prévention et de Protection,
- des mesures d'amélioration.

Les phénomènes dangereux retenus pour une modélisation sont les suivants :

2. Système / Installation	Classement	Phénomène dangereux (PhD) Scénarios	PhD n°	Retenu ou non
Stockage de pastilles d'éthanol au sein de rations de combat	A	Incendie	1	Oui
Bâtiment 0071 - Alvéole 1			9	
Bâtiment 0068 - Alvéole 1	E	Incendie	2	Oui
Bâtiment 0068 - Alvéole 2	E	Incendie	3	Oui
Bâtiment 0069 - Alvéole 1	E	Incendie	4	Oui
Bâtiment 0069 - Alvéole 2 (centrale)	E	Incendie	5	Oui
Bâtiment 0069 - Alvéole 3	E	Incendie	6	Oui
Bâtiment 0070 - Alvéole 1	E	Incendie	7	Oui

2. Système / Installation	Classement	Phénomène dangereux (PhD) Scénarios	PhD n°	Retenu ou non
Bâtiment 0070 - Alvéole 2	E	Incendie	8	Oui
Bâtiment 0071 - Alvéole 2 (centrale)	E	Incendie	10	Oui
Bâtiment 0071 - Alvéole 3	E	Incendie	11	Oui
Bâtiment 0072	E	Incendie	12	Oui
Bâtiment 0105 - Alvéole 1	E	Incendie	13	Oui
Bâtiment 0105 - Alvéole 2 (centrale)	E	Incendie	14	Oui
Bâtiment 0105 - Alvéole 3	E	Incendie	15	Oui
Bâtiment 0106	E	Incendie	16	Oui
Bâtiment 0109	E	Incendie	17	Oui

Tableau 10 : Liste des phénomènes dangereux retenus

5.4 Synthèse de la caractérisation des phénomènes dangereux



Partie E : Note de présentation non technique et résumés non techniques
PJ7



PhD n°	Installation	Phénomène dangereux (PhD)	Effets	EFFETS SUR LES PERSONNES (Distances maximales par rapport aux installations)					EFFETS SUR LES BIENS EFFETS DOMINOS		SEUILS D'EFFETS REGLEMENTAIRES ¹ ATTEINTS HORS DES LIMITES DE PROPRIETE
				Létaux significatifs	Létaux	Irréversibles	Internes	Externes			
1-9-10-11	Stockage bâtiment 0071	Incendie (départ alvéole centrale)	Thermique	11	17	29	/	/			NON
2	Stockage bâtiment 0068	Incendie (départ alvéole 1)	Thermique	11	18	28	/	/			NON
3	Stockage bâtiment 0068	Incendie (départ alvéole 2)	Thermique	11	18	28	/	/			NON
4-5-6	Stockage bâtiment 0069	Incendie (départ alvéole centrale)	Thermique	10	18	29	/	/			NON
7	Stockage bâtiment 0070	Incendie (départ alvéole 1)	Thermique	10	18	30	/		Quelques mètres de la zone SNCF		OUI SEUIL DES EFFETS IRREVERSIBLES

¹ Seuils d'effets réglementaires définis dans l'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, donnée en annexe 3 de l'arrêté du 29 septembre 2005.



Partie E : Note de présentation non technique et résumés non techniques
PJ7



PhD n°	Installation	Phénomène dangereux (PhD)	Effets	EFFETS SUR LES PERSONNES (Distances maximales par rapport aux installations)				EFFETS SUR LES BIENS EFFETS DOMINOS		SEUILS D'EFFETS REGLEMENTAIRES ¹ ATTEINTS HORS DES LIMITES DE PROPRIETE
				Létaux significatifs	Létaux	Irréversibles	Internes	Externes		
8	Stockage bâtiment 0070	Incendie (départ alvéole 2)	Thermique	10	18	30	/	Quelques mètres de la zone SNCF	OUI	SEUIL DES EFFETS IRREVERSIBLES
12	Stockage bâtiment 0072	Incendie (départ alvéole 2)	Thermique	<10	<10	<10	/	/	NON	
13-14-15	Stockage bâtiment 0105	Incendie (départ alvéole centrale)	Thermique	21	13	<10	/	Effets léchants les limites de l'EPIDE Et impactant un terrain de l'EPIDE	OUI	SEUIL DES EFFETS IRREVERSIBLES
17	Stockage bâtiment 0109	Incendie	Thermique	<10	<10	<10	/	Quelques mètres de la zone SNCF	OUI	SEUIL DES EFFETS LETAUX

Tableau 11 : Synthèse de la caractérisation des phénomènes dangereux

5.5 Estimation des conséquences des phénomènes dangereux tenant compte de l'efficacité des mesures internes de prévention et de protection

5.5.1 Synthèse des phénomènes dangereux ayant des effets irréversibles et/ou létaux sur la vie humaine à l'extérieur du site

Le tableau complet avec l'ensemble des phénomènes dangereux ayant des effets hors du site est fourni ci-après :

PhD	Descriptif Phénomène	Probabilité du phénomène dangereux	Type d'effet	Effets très graves (SELS) (m)	Effets graves (SEL) (m)	Effets significatifs (SEI) (m)	Gravité (des conséquences humaines à l'extérieur du site)	Cinétique
				200 mbar / 8 kW/m ²	140 mbar / 5 kW/m ²	50 mbar / 3 kW/m ²		
7	Incendie de l'entrepôt 0070 (départ de feu alvéole 1)	D*	Thermiques	10	18	10	Modéré	Rapide
8	Incendie de l'entrepôt 0070 (départ de feu alvéole 2)	D*	Thermiques	10	18	10	Modéré	Rapide
13-14-15	Incendie de l'entrepôt 0105	D*	Thermiques	<10	13	21	Modéré	Rapide
17	Incendie de l'entrepôt 0109	D*	Thermiques	<10	<10	<10	Sérieux	Rapide

Tableau 12 : Synthèse de la caractérisation des phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des conséquences à l'extérieur du site

(*) D : Evènement très improbable selon la classe de probabilité de l'arrêté du 29 septembre 2005

5.6 Classement des différents phénomènes et accidents

5.6.1 Matrice de maîtrise des risques

La gravité des conséquences sur les personnes physiques et la probabilité des accidents ont été appréciées selon les échelles définies par l'arrêté du 29 septembre 2005.

Les accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement, sont positionnés dans la grille recoupant probabilité et gravité, donnée ci-dessous :

Gravité des conséquences sur les personnes exposées au risque	Probabilité (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
Désastreux					
Catastrophique					
Important					
Sérieux		17			
Modéré		7 8 13 -14 -15			

Tableau 13 : Matrice de maîtrise des risques appliquée au site

Cette grille délimite trois zones de risque accidentel :

- une **zone de risque élevé**, figurée par une couleur rouge
- une **zone de risque intermédiaire**, figurée par une couleur orange ou jaune, dans laquelle une démarche d'amélioration continue est particulièrement pertinente, en vue d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation
- une **zone de risque moindre** figurée par la couleur blanche

Les phénomènes dangereux n°7, 8, 13, 14, 15 et 17 sont tous positionnés en zone blanche, correspondant à un risque moindre et n'impliquent pas d'étude de réduction du risque

5.7 Récapitulatif des mesures supplémentaires de maîtrise des risques prévues, issues de l'analyse des risques

Des mesures de prévention et de protection sont déjà en place pour l'exploitation des installations du site de l'ELOCA.

L'analyse de risques a toutefois mis en évidence des mesures d'amélioration à prévoir pour la suite de l'exploitation du site. Ce plan d'actions s'intègre dans une démarche de maîtrise des risques, qui vise à diminuer le niveau de risque.

Les mesures d'amélioration retenues pour l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans l'analyse de risques sont les suivantes :

Mesure d'amélioration	Coût prévisionnel (€ HT)	Date de réalisation OU planification	Priorité
Mise à disposition d'EPI	12 500€	<input checked="" type="checkbox"/> Réalisé en 2023	-
Engager les actions et les travaux nécessaires suite à l'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre (ARF/ETF)	Non chiffré	A prévoir en 2024	P1
Engager les actions suite au zonage ATEX : réaliser l'adéquation du matériel et le DRPCE	Non chiffré	A prévoir en 2024	P1
Poursuivre les actions suite au contrôle électriques (CVPO)	Non chiffré	A prévoir en 2024	
Compléter les consignes générales d'emprise incendie selon les détails précisés dans l'APR	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2
Réviser la consigne particulière	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2
Créer une consigne d'intervention en cas de déversement accidentel sur le site (tous type de produits)	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2
Etudier la possibilité de demander le référentiel APSAD R7 pour démontrer la pertinence du système de détection en place dans les entrepôts de stockage	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2
Bâtiment 0072 : report d'alarme et RIA à mettre en place	Devis en cours par USID	A prévoir au 1 ^{er} semestre 2024	P1
Bâtiment 0105 : report d'alarme et RIA à mettre en place	Non chiffré	A prévoir au 1 ^{er} semestre 2024	P1
Bâtiment 0106 : étudier la possibilité de mettre en place des DAI avec un report d'alarme et des RIA sous le stockage sous toiture	Non chiffré	A prévoir au 1 ^{er} semestre 2024	P1
Bâtiment 0109 : RIA à mettre en place	Non chiffré	A prévoir au 1 ^{er} semestre 2024	P1
Bâtiment 0073 (atelier bois) : Mandater un « expert » du bâtiment pour connaître le comportement et la tenue au feu du bâtiment	Non chiffré	A prévoir en 2025	P3
Bâtiment 0073 (atelier bois) : Etudier la possibilité de remplacer les balais par des aspirateurs mobiles industriels	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2
Bâtiment 0073 (silos de stockage et filtres à manche) : S'assurer que le suivi par EIFFAGE de l'entretien des installations est assuré et formalisé	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2

Mesure d'amélioration	Coût prévisionnel (€ HT)	Date de réalisation OU planification	Priorité
Bâtiment 0098 / local batteries neuves et usagées : améliorer la ventilation du local et étudier la mise en place d'un détecteur hydrogène et d'incendie	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2
Bâtiment 0098 / local de charge : Etudier la mise en place de rétention localisée sous les batteries stockées ou créer un local en rétention Etudier la mise en place d'une détection incendie	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2
Détecteur hydrogène : mettre en place un suivi et des contrôles sur le détecteur d'hydrogène du site	Non chiffré	A prévoir en 2024	P1
Canalisations gaz : Etudier la mise en place de protection des canalisations gaz aérienne contre les chocs Mettre en place un contrôle visuel annuel état des tuyauteries (corrosion)	Non chiffré	A prévoir en 2024	P2
Mettre en place une consigne en cas de fuite de gaz sur le site	Non chiffré	A prévoir en 2024	P1
Stockage de gazole en aérien (cuves de 400L) : Etudier la mise en place d'un abri au-dessus de la cuve pour éviter que la rétention se remplisse d'eau de pluie	Non chiffré	A prévoir en 2025	P2
Confinement des eaux incendie : Etudier la création d'un bassin de confinement des eaux d'incendie Mettre en place des vannes sur les exutoires d'eaux pluviales	Non chiffré	A prévoir en 2025	P1
Poteaux incendie : Des essais en simultané sur le réseau d'eau de ville et sur le réseau surpresseur doivent être menés afin de connaître précisément le potentiel hydraulique disponible sur le site Engager des opérations de maintenance sur les poteaux identifiés dans l'étude hydraulique	Non chiffré	A prévoir en 2024	P1
ABILIS : demander à la société, dans le cadre du respect de l'AOT, d'établir un bilan de classement ICPE des activités exercées sur le site	<i>Non chiffré et concerne ABILIS</i>	A prévoir en 2024	P2

Tableau 14 : Mesures d'amélioration retenues suite à l'Analyse de Risques

5.8 Conclusion de l'étude de dangers

Cette étude de dangers a été réalisée avec la collaboration active du personnel de l'ELOCA et des données communiquées par l'ESID Ile de France.

Les installations étudiées, dans le cadre de ces études de dangers, ont concerné l'ensemble du site de l'ELOCA de Brétigny-sur-Orge.

L'analyse des caractéristiques des installations techniques et du retour d'expérience sur des installations similaires a mis en évidence que le site de l'ELOCA présentait des potentiels de dangers liés au stockage de produits combustibles et un risque d'incendie.

Il s'avère que l'exploitation de ces installations est maîtrisée sur le site de Brétigny-sur-Orge, notamment par les mesures de prévention et de protection prises.

Par ailleurs, des modélisations incendie ont été réalisées afin de vérifier que les effets thermiques restaient bien à l'intérieur du site.

Signalons également que des mesures d'amélioration sont prévues avec des dates définies afin de prévenir ou limiter l'effet de situations accidentelles. Elles sont présentées dans le tableau précédent.